

... et l'on avait dit, et l'on avait dit...  
un jour au moins, que les orphelins et les  
veuves seraient abandonnés par les tribunaux,  
l'horreur fut faite place à la colère et à  
l'indignation et il fut fait reculer dans  
ce bassin bouillor de Pas-de-Calais, dont  
l'histoire est écrite avec les lettres et  
paré de mines, des événements dont ceux  
dont nous avons été témoins.

La vérité s'était faite éclatante et prompte.  
Depuis longtemps on savait que les fosses de  
Courrières étaient exploitées dans des  
conditions particulièrement dangereuses,  
non seulement déficientes, l'éclairage comme le  
ramblage, l'éclairage comme le système  
d'aération. Les arrêtés n'étaient pas respec-  
tés; les prescriptions du service de contrôle  
que la Compagnie savait complaisamment  
et fautive, restaient lettre morte. La seule  
préoccupation qui manifestait l'exploitant  
était de produire encore et toujours plus, de  
produire non pour le bien de la collectivité,  
mais pour assurer des bénéfices scandaleux  
aux parasites du dividende.

Je le dis hautement devant les autorités  
qui m'écoutent, devant les familles des vic-  
times, devant des ouvriers conscients qui  
n'ont pas attendu mes déclarations pour en-  
gager la lutte contre un patronat inhumain  
et rapace, la Compagnie de Courrières a sa-  
cristifié sa prospérité, à sa richesse, à la  
gloire d'être une des premières sur le mar-  
ché charbonnier, douze cents vies humaines.

Lorsque le feu grondait dans la mine, que  
l'on remontait à moitié et toujours plus, de  
victimes mineurs qui travaillaient aux bar-  
rages de la veine Cécile, la Compagnie, pour  
ne pas arrêter l'exploitation, cachait l'incon-  
duite aux ingénieurs de l'Etat, violant ainsi  
manifestement et cyniquement l'exploitant  
qui en profitait pour la déclaration.

La Compagnie, par la voix de son direc-  
teur, comme la commission parlementaire  
des mines en attestant son ignorance de  
l'inflammabilité des poussières; la preuve  
en est faite par des documents retrouvés de-  
puis.

La Compagnie a causé la mort de plu-  
sieurs centaines d'ouvriers en ne tenant au-  
cun compte des observations qui lui avaient  
été faites sur les déficiences de l'aéro-  
graphie. Elle a violé les règlements en faisant tra-  
vailler les ouvriers avec des lampes à fen-  
na le long d'une faille reconnue pour avoir  
dégagé du grisou à cinq reprises différentes.

De quelle côté que l'on envisage les causes  
et les conséquences de la catastrophe,  
l'inculpation, l'imprévoyance de la Compagnie  
est à tous les yeux.

Courrières! Ce nom résonne de l'écart ré-  
miniscent. Comme tout, dans cette Compagnie,  
la satisfaction à la fois arrogante et vaine des  
grands chefs de rendement que l'amour des  
hommes. Le mépris du prolétariat y était  
comme un encens rituel et si les victimes  
classées n'avaient été, Courrières l'édifice  
par ses atteintes à la liberté de conscience,  
la liberté syndicale, par ses sacrifices de  
vies humaines au dieu capital.

Les ingénieurs du contrôle ont aussi leur  
part de responsabilité dans la catastrophe du  
10 mars 1906, pour n'avoir pas, au pré-  
voir, pour avoir traité la justice dans des  
lettres prises, pour avoir abandonné le  
sauvetage des survivants au moment où  
tant de voix autorisées réclamaient l'emploi  
de moyens extrêmes pour parvenir à  
sauver les ouvriers que l'on savait encore exis-  
tants.

Ces survivants ont été condamnés froide-  
ment, et la science officielle serait sortie  
victorieuse de la contradiction si vingt et  
un jours plus tard, des hommes bêtes, dé-  
chirés, mourants, vêtus de linceuls, n'étaient  
s'élevés devant les accusateurs devant  
leurs fossoyeurs terrifiés.

L'attitude de Courrières a pu, un instant,  
paraître close à quelques-uns. Les victimes  
enterrées, les veuves et les orphelins aban-  
donnés par son lieu, la Compagnie bénéficiant  
d'un bon lieu, les ingénieurs décorés,  
il ne restait plus qu'à condamner les jour-  
naux, à jeter en prison quelques-uns de ceux  
qui avaient osé accuser l'omnipotence et  
l'infaillibilité.

On prétendait, de cette façon, lever le deuil  
sur la plus terrible des hécatombes huma-  
nes de la vie de l'oubli.

Eh bien, non, nous protesterons jusqu'au  
bout contre le déni jeté à la justice, à la  
justice, un prolétariat. Nous tiendrons le  
moment que nous fimes tous le 13 mars sur  
les cercueils de nos camarades.

Nous ferons le pays tout entier juge de  
cette besogne d'effacement, et si les tra-  
vailleurs étaient une fois de plus sacrifiés à  
la puissance capitaliste, notre protestation  
aurait au moins pour effet d'éveiller dans  
le cœur des citoyens de juste réprobation,  
de ressentiment légitime, de les pré-  
parer à des résistances nécessaires pour im-  
poser au patronat égoïste et meurtrier le  
respect de la vie humaine.

Assez de dévouement de larmes! Organisons-  
nous contre ces héraies qu'on laisse impu-  
nément.

Préparons à ceux qui viendront après  
nous un avenir où pour le bonheur de gens  
associés de jousonnaires, les millions en pé-  
nent leur vie dans de nouveaux Courrières.  
Travaillons à notre affranchissement, qui  
mettra fin aux iniquités sociales.

Au nom du Syndicat des mineurs du Pas-  
de-Calais, dont les membres se sont vingt-  
trois fois réunis, je salue respectueuse-  
ment ce monument qui doit perpétuer le sou-  
venir de nos morts.

Je vous salue, martyrs de Courrières, au  
nom des ouvriers mineurs!

### L'ŒUVRE DE LA COMMISSION DES MINES

Après ces paroles, que salue un cri im-  
mense de Vive Basty! le citoyen Basty a  
tenu à donner des renseignements aux mil-  
liers de travailleurs qui l'entouraient sur  
l'œuvre de justice à laquelle il s'est atta-  
ché.

J'ai l'honneur, dit-il, de faire partie de  
la Commission des mines, et peut-être trou-  
verez-vous, dans ce pays, que la Chambre et  
cette commission ne s'occupent pas suffi-  
samment de l'affaire de Courrières, ou, du  
moins, que la Chambre paraissait se résig-  
ner au fait accompli de par la volonté du  
contrôle des mines et oublier l'impouvantable  
hécatombe.

Je tiens à dire ici qu'un nom de la com-  
mission des mines, celui qui vous parle a  
réclamé la communication de tous les dos-  
siers concernant la catastrophe. La justice  
a méconnu les droits des victimes, elle a  
rendu un non-lieu de complaisance, parce  
que l'ingénieur en chef du contrôle, M. Léon,  
après avoir reconnu les responsabilités de  
la Compagnie, qui est la cause de la catastrophe  
du 10 mars 1906, a écrit des lettres de  
nature à modifier sur ce point l'esprit des  
juges. Peut-être ce fonctionnaire igno-  
rait-il que ces lettres seraient le grand jour  
de la discussion publique, quand il écrivait  
qu'il n'était pas applicable à la loi Lescœur.

Tous les rapports de l'enquête, ceux des  
experts, ceux de M. Delafond, ceux de M.  
Léon, ceux de M. Hurlé, affirment que  
le coup est parti de la veine Lescœur. Et  
c'est qu'après l'intervention de M. Léon, un  
jugement vient décharger la Compagnie alors  
que sa responsabilité est flagrante.

Et ce fait inouï n'est pas le seul qui ré-  
vèle l'examen des dossiers. M. Simonnet,  
membre de la Commission des mines, a, en  
effet, relevé la déposition d'un témoin, d'un  
ouvrier qui a entendu M. l'ingénieur Petit-  
jean téléphoner la veille de la catastrophe  
à M. Lavaurs pour lui dire qu'il serait peut-  
être prudent, en face du danger, de faire  
sauter tous les barrages de la fosse, tant que  
les barrages ne seraient pas terminés. Et la  
réponse de M. Lavaurs fut celle-ci :

IL FAUT DU CHARBON : IL FAUT  
MAINTENIR LES OUVRIERS DANS LA  
MINE!

Cette déclaration de Basty provoque alors  
dans la foule une émotion intense. De toutes  
parts on entend des cris de réprobation :  
« Assassin! Assassin! »

Mais BASTY continue d'une voix vibrant  
et ferme. Et ce point de départ, c'est cela,  
qui est le point de départ de ce qui se passe  
aujourd'hui dans ce pays; c'est un homme  
dont la présence est un défi, une provoca-  
tion à l'opinion publique et la preuve  
que rien ne peut donner une idée du cynisme  
de ces exploitateurs armés de la force armée,  
qui savent protéger la force armée, y  
sont armés, terminent alors par un appel à  
l'union :

« Le jour, dit-il, où les travailleurs, méca-  
niciens et mineurs, lissiers et puddeliers  
comprendront que la catastrophe de Cour-  
rières n'est pas un simple accident, mais qu'elle  
sera la main et opposeront à leurs op-  
presseurs la force invincible de leur union,  
ils leur arracheront enfin des salaires qui  
leur permettront de vivre. »

La péroraison de Basty a été  
accueillie par une vibrante acclamation.

### Discours du citoyen Bourguignon

C'est le citoyen BOURGUIGNON, prési-  
dent de la Société amicale des Chauffeurs-  
Conducteurs de machines de Roubaix, qui  
termine la série des discours en prononçant  
l'allocution suivante :

Après les quelques paroles que vous venez  
d'entendre, il m'est agréable de parler au  
nom de ce monument, si les liens de travail  
et de solidarité ne tenaient étroitement unis  
des corporations à la fois si diverses, si dis-  
tantes, il y a eu de deux ans, j'aurais, au nom de  
la Société Amicale des Chauffeurs-Conducteurs de  
machines de Roubaix, notre fraternel homma-  
ge aux victimes de l'épouvantable catastrophe de  
Courrières.

Aujourd'hui, nous leur apportons, gravé sur le  
marbre, comme il le restera profondément gravé  
dans nos cœurs, notre souvenir sympathique, et  
nous offrons à leurs familles, à leurs camarades  
de travail et à leurs représentants, notre salut  
le plus cordial, nos assurances de notre respec-  
tueux affection.

Un chansonnier rouennais écrivait, après la  
catastrophe du 10 mars 1906 :

Chers mineurs, c'étaient bien les peines  
d'être courageux et vaillants  
du grisou, la brûlante haleine  
vous abrutit tous pantelants!  
Comme sur le champ de bataille,  
et que quand l'ennemi est en face,  
vous couvrez de feu, de mitraille,  
vous êtes tombés, tout mourants!

C'est toujours avec la vie des hommes que s'é-  
choue le charbon, adieu le charbon, et il y a  
quelques jours, le charbon de Courrières, et la  
mine n'est pas seulement un champ de bataille,  
elle est trop souvent un mortuaire où se ven-  
dent ceux qui veulent lui sacrifier le pain de  
l'industrie.

« Il faut, dit-il, dans nos 17 à 20 ans, que  
la catastrophe de Courrières nous ait fait  
apprendre à nous défendre, mieux que de soulager  
les mineurs que ces tragiques événements laissent  
après eux; ce serait de les prévenir, et c'est l'af-  
faire de nos gouvernements.

figurent le député Basty et le maire, M. Tonnay,  
sauront le rappeler sans cesse à qui de droit.  
Au nom de la Société Amicale des Chauffeurs-  
Conducteurs de machines de Roubaix, nous salue-  
rions, à toutes les victimes de la mine, notre souvenir  
attiré, et à leurs familles l'hommage ému de nos  
vives et inébranlables sympathies.

### APRÈS LA GÉREMONIE

La série des discours achevés, la foule s'é-  
coulait lentement, vivement impressionnée par  
cette manifestation du Souvenir, car  
parmi tous ceux qui se trouvaient là, il en  
était bien peu qui n'aient pleuré, et les larmes  
tragiques de 1906, un frère ou un ami,  
engouffré dans les fosses tragiques de Cour-  
rières — de Courrières la Maudite!

### La Journée du 10

LES MANIFESTATIONS LOCALES  
ET GÉNÉRALES

On sait que l'épouvantable catastrophe,  
qui fit 1002 CENTS victimes, s'est pro-  
duite le 10 mars 1906.

Demain, mardi, jour anniversaire de cette  
épouvantable tragédie, nous les souve-  
nirs, mineurs de la concession de Cour-  
rières se feront un pieux devoir de commé-  
morer cette inoubliable date en cessant partout  
le travail, pour rendre hommage à leurs  
morts.

Après les cérémonies locales organisées  
dans la matinée, une grande manifestation  
centrale aura lieu à une heure et demie de  
l'après-midi, au cimetière de Mercurieu-Cor-  
raux, où le citoyen Lamendin dirigera la pa-  
role.

Rappelons également que mardi, dans la  
matinée, les citoyens ci-dessous désignés  
prendront la parole sur les tombes des vic-  
times :

CADOT, à Sallaumines; BEUGNET, à  
Noyelles-sous-Lens; EYVARD, à Loison;  
CORDIER, à Henin-Liétard; MAES, à Méry-  
court; SORRIUAUX, à Fouquieries-Les-Lens.

La journée de mardi sera un jour de deuil  
dans tout le bassin houiller où les services  
de l'épouvantable catastrophe ont été toujours si  
doulooureusement vivace et si angissant.

## DEPÊCHES

Par Services Spéciaux

### Le Conflit Sino-Japonais

L'ultimatum a-t-il été adressé? A l'ambas-  
sade japonaise et à la légation de Chine,  
on ne croit pas à la guerre.

Paris, 8 mars. — Il n'était arrivé, et  
après-midi, le ministère des affaires étran-  
gères, aucune confirmation venant de To-  
kiyo ou de Pékin annonçant la remise d'un  
ultimatum du Japon à la Chine.

Nous ferons remarquer que ce silence de  
nos agents au sujet d'une information qui  
tend à indiquer que l'information est  
sinon exacte, tout au moins prématurée.

A LA LEGATION DE CHINE  
Rue de Babylone, la légation de Chine, où  
se montre très réservé.

Nous n'avons encore reçu ni confirma-  
tion, ni démenti de notre gouvernement, et  
nous ne connaissons seulement de cet ultima-  
tum ce qui en a été dit par les journaux.

Et sur l'incident qui aurait motivé cet ul-  
timatum, on nous assure que le navire japonais  
a été saisi par le navire japonais à la suite  
d'une opération de douane. Il s'agit donc seule-  
ment d'une simple mesure administrative.

L'incident n'ayant en aucune façon un carac-  
tère politique, nous ne pouvons que nous  
féliciter de ce que les deux nations  
intéressées, réglées administrativement.

A L'AMBASSADE DU JAPON  
Un des secrétaires de l'ambassade du  
Japon fait des déclarations analogues :

« Aucune notification officielle de cet ul-  
timatum ne nous est encore parvenue.  
Nous ne connaissons qu'un seul fait qui nous  
serait parvenu, et c'est que l'incident a eu  
lieu il y a deux jours.

### La guerre au Maroc

La Mission Regnault-Lyautey  
UNE CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE, —  
DÉPART DE M. REGNAULT

Paris, 8 mars. — M. Clemenceau, président  
du conseil, a eu ce matin, au ministère de  
l'intérieur, une conférence avec MM. Pi-  
chon, Thomson, le général Picquart et le  
général Lyautey.

Après avoir pris quelques instants de re-  
pos à l'hôtel, M. Regnault s'est rendu à bord  
du paquebot « Méditerranée », de la Compa-  
gnie péninsulaire orientale, qui a levé l'ancre  
à 11 heures pour Gibraltar.

Les envois de renforts  
Oran, 8 mars. — Un bataillon du 2e zouaves  
a quitté Oran dans la soirée, allant à  
Aïn-Sefra; une compagnie de tirailleurs a  
quitté Tlemcen pour Tlemcen et Aïn-Sefra.

Le transport « Wing-Long » a quitté Oran  
pour Casablanca, après avoir embarqué un  
escadron de 60 chasseurs d'Afrique, à l'ef-  
fectif de 150 hommes. A son retour, la « Gé-  
ronde » partira pour Oran.

Oran, 8 mars. — Les nouvelles qui par-  
viennent du sud-oranais continuent à déno-  
ter une agitation fanatique chez les tribus  
qui sont stationnées le long de notre fron-  
tière et à portée de nos postes n'ont cessé  
de nous inquiéter par leur loyalisme à notre  
endroit. Pour le moment, ces tribus, inquiètes  
des dispositions hostiles de leurs voisins du  
haut et moyen Atlas, se tiennent sous la  
protection de nos détachements.

La situation à Mazagan  
Tanger, 8 mars. — Il faut surveiller atten-  
tivement les intrigues haïdides à Mazagan.  
Le bruit court que les haïdides ont une  
méthode de leur marche vers cette ville et  
qu'ils combinent un coup de main sur cette  
ville et qu'ils occupent Azemour.

Cette rumeur a provoqué plusieurs pan-  
iques, particulièrement celle de l'« Ouled-  
ben-Aziz » qui est mouillé dans le port et le  
« Galibée » est devant Azemour. Le gouver-  
neur haïdide de cette ville a essayé d'ob-  
tenir du commandant du navire son départ  
sans motif, mais il a été refusé. La mesure  
n'était pas prise.

Quand il n'a pas mis sa menace à exé-  
cution, mais on peut constater que des cav-  
aliers et des fantassins arrivent sans cesse à  
Azemour et viennent prosaïquement la me-  
habla haïdienne. Ces forces paraissent recruter  
principalement chez les Ouled-ben-Aziz.

Moulay-Hafid lève des Mehalla  
Tanger, 8 mars. — On a de mauvaises  
nouvelles de la délégué chargée de porter  
à Moulay-Hafid l'acte d'hommage de la ville  
de Fez.

Le bruit court qu'elle serait tombée aux  
mains de Moulay-Hafid. On dit aussi que  
Moulay-Hafid a une certaine agitation en ville.  
Kittani est parti pour Mequinez avec un  
caravane de cent mulets et tous les bagages.  
Il a déclaré vouloir se préparer à lever une  
mehabla pour Moulay-Hafid.

### CONTRE LE CHOMAGE

Paris, 8 mars. — Cet après-midi a eu lieu,  
dans la grande salle de la Bourse du travail,  
la réunion contre le chômage organisée par  
l'Union des syndicats et le comité des huit  
heures de l'Union des syndicats.

Au début de la réunion un incident se pro-  
duisit : deux photographes qui déclarent être  
journalistes, mais ne peuvent justifier de ce  
titre, sont expulsés.

Quinze cents personnes environ assistaient  
à la réunion que présida M. Anagnin, se-  
crétaire de l'Union des syndicats, assisté de  
M. LIGNON, des ministères; Finocchia, des  
cochers; Antourville et Gadard, des em-  
ployés.

Le coup, ce serait l'Albin qui serait l'hé-  
ritière des six millions. — Il faut que je  
m'assure de ça!

« Si la Mélie s'est fait périr, il est sûr  
qu'elle n'aura pas vu l'acte de son père, et  
elle aura une bonne que l'on aura trouvée, et on  
l'aura portée à la Morgue ou, naturellement,  
personne ne l'aura reconnue. — Il faut que  
j'aille voir à la Morgue.

Un sergent de ville indiqua à Bec-Salé où  
il s'y rendait en toute hâte.

Il grimpa la petite rue en escalier et se  
trouva la Morgue, la rue Montée-Chaizant,  
Espérit, et un homme en gardien, et il les  
même temps congère de l'école  
de médecine.

### La guerre au Maroc

La Mission Regnault-Lyautey  
UNE CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE, —  
DÉPART DE M. REGNAULT

Paris, 8 mars. — M. Clemenceau, président  
du conseil, a eu ce matin, au ministère de  
l'intérieur, une conférence avec MM. Pi-  
chon, Thomson, le général Picquart et le  
général Lyautey.

Après avoir pris quelques instants de re-  
pos à l'hôtel, M. Regnault s'est rendu à bord  
du paquebot « Méditerranée », de la Compa-  
gnie péninsulaire orientale, qui a levé l'ancre  
à 11 heures pour Gibraltar.

Les envois de renforts  
Oran, 8 mars. — Un bataillon du 2e zouaves  
a quitté Oran dans la soirée, allant à  
Aïn-Sefra; une compagnie de tirailleurs a  
quitté Tlemcen pour Tlemcen et Aïn-Sefra.

Le transport « Wing-Long » a quitté Oran  
pour Casablanca, après avoir embarqué un  
escadron de 60 chasseurs d'Afrique, à l'ef-  
fectif de 150 hommes. A son retour, la « Gé-  
ronde » partira pour Oran.

Oran, 8 mars. — Les nouvelles qui par-  
viennent du sud-oranais continuent à déno-  
ter une agitation fanatique chez les tribus  
qui sont stationnées le long de notre fron-  
tière et à portée de nos postes n'ont cessé  
de nous inquiéter par leur loyalisme à notre  
endroit. Pour le moment, ces tribus, inquiètes  
des dispositions hostiles de leurs voisins du  
haut et moyen Atlas, se tiennent sous la  
protection de nos détachements.

La situation à Mazagan  
Tanger, 8 mars. — Il faut surveiller atten-  
tivement les intrigues haïdides à Mazagan.  
Le bruit court que les haïdides ont une  
méthode de leur marche vers cette ville et  
qu'ils combinent un coup de main sur cette  
ville et qu'ils occupent Azemour.

Cette rumeur a provoqué plusieurs pan-  
iques, particulièrement celle de l'« Ouled-  
ben-Aziz » qui est mouillé dans le port et le  
« Galibée » est devant Azemour. Le gouver-  
neur haïdide de cette ville a essayé d'ob-  
tenir du commandant du navire son départ  
sans motif, mais il a été refusé. La mesure  
n'était pas prise.

Quand il n'a pas mis sa menace à exé-  
cution, mais on peut constater que des cav-  
aliers et des fantassins arrivent sans cesse à  
Azemour et viennent prosaïquement la me-  
habla haïdienne. Ces forces paraissent recruter  
principalement chez les Ouled-ben-Aziz.

Moulay-Hafid lève des Mehalla  
Tanger, 8 mars. — On a de mauvaises  
nouvelles de la délégué chargée de porter  
à Moulay-Hafid l'acte d'hommage de la ville  
de Fez.

Le bruit court qu'elle serait tombée aux  
mains de Moulay-Hafid. On dit aussi que  
Moulay-Hafid a une certaine agitation en ville.  
Kittani est parti pour Mequinez avec un  
caravane de cent mulets et tous les bagages.  
Il a déclaré vouloir se préparer à lever une  
mehabla pour Moulay-Hafid.

### CONTRE LE CHOMAGE

Paris, 8 mars. — Cet après-midi a eu lieu,  
dans la grande salle de la Bourse du travail,  
la réunion contre le chômage organisée par  
l'Union des syndicats et le comité des huit  
heures de l'Union des syndicats.

Au début de la réunion un incident se pro-  
duisit : deux photographes qui déclarent être  
journalistes, mais ne peuvent justifier de ce  
titre, sont expulsés.

Quinze cents personnes environ assistaient  
à la réunion que présida M. Anagnin, se-  
crétaire de l'Union des syndicats, assisté de  
M. LIGNON, des ministères; Finocchia, des  
cochers; Antourville et Gadard, des em-  
ployés.

Le coup, ce serait l'Albin qui serait l'hé-  
ritière des six millions. — Il faut que je  
m'assure de ça!

« Si la Mélie s'est fait périr, il est sûr  
qu'elle n'aura pas vu l'acte de son père, et  
elle aura une bonne que l'on aura trouvée, et on  
l'aura portée à la Morgue ou, naturellement,  
personne ne l'aura reconnue. — Il faut que  
j'aille voir à la Morgue.

Un sergent de ville indiqua à Bec-Salé où  
il s'y rendait en toute hâte.

Il grimpa la petite rue en escalier et se  
trouva la Morgue, la rue Montée-Chaizant,  
Espérit, et un homme en gardien, et il les  
même temps congère de l'école  
de médecine.

On a entendu successivement MM. Con-  
tans et Tabard, de la Fédération de la vo-  
ture; Finocchia, Delpech, des bijoutiers; Dut-  
lac, des cochers et chauffeurs; Rigouane  
des peintres.

différents orateurs ont prononcé l'or-  
ganisation syndicale en vue des améliorations  
ouvrières; ils ont combattu les longues  
journées de travail qui sont, ont dit, la  
cause principale du chômage.

Un ordre du jour a été voté pour réclamer  
l'application de la journée de huit heures.

### GUILLAUME II EN EPIRE

Rome, 8 mars. — Le *Giornale d'Italia* com-  
mente la nouvelle que l'empereur Guillaume  
traite en Epire, jusqu'à Janina, et dit : « L'Em-  
pereur ne partage plus aujourd'hui l'opinion  
de Bismarck que la question d'Orient  
ne vaut pas la peine de sacrifier ses gran-  
dières pontoniennes; cependant, les excellentes  
relations existant entre Berlin et Constan-  
tinople pourraient le dispenser de cette  
promenade impériale. On pourrait, par  
exemple, le faire passer par la Grèce à celui  
en Palestine et au débarquement à Tanger,  
bien que les analogies soient trompeuses;  
mais, dans ce cas, elles auraient une cer-  
taine signification.

### Les amis de l'adolescence

Paris, 8 mars. — La matinée annuelle  
de la Société des amis de l'adolescence  
au bénéfice de ses deux patronages  
de jeunes gens et de jeunes filles de l'im-  
passe d'Oran a eu lieu cet après-midi à la  
maison de M. Roulier, sous la présidence  
de M. Viviani, ministre du travail, assisté  
de M. Kleinmann, maire du XVIII<sup>e</sup> arron-  
dissement.

Viviani, dans un discours fort applaudi,  
a exposé le but poursuivi par les fondateurs  
de la Société des amis de l'adolescence à  
laquelle le concours du gouvernement est  
tout acquis.

### L'Orphelinat de l'Enseignement primaire

Paris, 8 mars. — L'œuvre de l'Orphelinat  
de l'enseignement primaire a tenu son as-  
semblée générale cet après-midi à deux  
heures dans le grand amphithéâtre de l'Orphelinat.  
M. Doumergue, ministre de l'Instruction publique,  
présidait.

Dans un discours très applaudi, M. ME-  
ZIERES, sénateur, président de l'œuvre, a  
rappelé les services rendus par l'Orphelinat  
de l'enseignement primaire depuis sa fon-  
dation. Deux millions de francs ont été  
distribués aux orphelins. Le barème mini-  
mum qui, au début, était de 76 francs pour  
un orphelin de mère, est aujourd'hui de 120  
francs; le maximum peut s'élever jusqu'à  
810 francs par an. En 1907, douze cent  
soixante-sept pupilles nouveaux ont été adop-  
tés. Les sociétaires décédés avaient versé  
en bloc 6.000 francs de cotisations; leurs  
enfants reçoivent d'aujourd'hui à leur quin-  
zième année la somme de 14.000 francs.

M. Doumergue a rendu hommage aux  
efforts des administrateurs de l'Orphelinat  
de l'enseignement primaire et les a félicités  
des magnifiques résultats obtenus. Il les a  
remerciés, au nom du gouvernement, pour  
l'œuvre de haute portée sociale dont ils  
poursuivent la réalisation.

### Le droit de réunion en Allemagne

Colonne, 8 mars. — Un télégramme de  
Berlin à la « Gazette de Cologne » annonce  
que le gouvernement allemand a décidé  
de retirer le projet de loi sur les réunions pu-  
bliques si le paragraphe 7 interdisant l'emploi  
des langues étrangères n'était pas adop-  
té. Dans une forme à laquelle le gouverne-  
ment puisse se rallier.

### Licenciement d'ouvriers de la guerre

Brest, 8 mars. — Un meeting de protesta-  
tion contre le licenciement de 141 ouvriers  
et ouvrières de la poudrerie nationale du  
Moulin-Blaire, a eu lieu à Brest sur l'initiative  
de la Bourse rouge du travail.

500 personnes environ y assistaient. Plus-  
ieurs orateurs de la Bourse du travail ont  
pris la parole et déclaré que le licenciement  
était une infamie.

M. Roulier, secrétaire général, a précon-  
isé le sabotage en faisant le moins de tra-  
vail possible.

Leabb Madec, viciaire à Relecq-Kerhu, a  
répliqué à M. Roulier et une vive discus-  
sion s'est engagée entre les deux orateurs.

Un meeting de protestation  
Brest, 8 mars. — Un meeting de protesta-  
tion contre le licenciement de 141 ouvriers  
et ouvrières de la poudrerie nationale du  
Moulin-Blaire, a eu lieu à Brest sur l'initiative  
de la Bourse rouge du travail.

500 personnes environ y assistaient. Plus-  
ieurs orateurs de la Bourse du travail ont  
pris la parole et déclaré que le licenciement  
était une infamie.

M. Roulier, secrétaire général, a précon-  
isé le sabotage en faisant le moins de tra-  
vail possible.

### FEUILLETON DU 9 MARS. — N. 147

## LES FORCATS DE L'AMOUR

### TROISIÈME PARTIE

— Enfin, je verrai Mlle Coustelen, dit Bec-  
Salé.  
Et, ayant salué, il partit et se rendit à  
l'hôtel de Rome, qui est sur le cours Saint-  
Louis.

LA, il fut pris de chance.  
Après les mêmes préliminaires qu'à l'hôtel  
de « Lion d'Or », il demanda au propriétaire  
s'il n'était lui qui ten